Table of Contents

Une grande anomalie.....1

Pas surpris, j'espère !.....3

Survie du régime Karzaï.....4

Plus qu'un problème de communication.....5

Lettres: Quelle farce ridicule !.....7

Lettres: Un rapport prévisible.....8

Quelle farce ridicule!.....9

Une grande anomalie

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2008.01.24
SECTION: Opinions
PAGE: 12
BYLINE: Cloutier, Maurice
WORD COUNT: 680

La Municipalité régionale de comté (MRC des Sources a complété, mardi soir, une brève consultation publique sur son projet d'aménagement d'un nouveau lieu d'enfouissement technique (LET d'une capacité de 50 000 tonnes.

Le rapport de cette consultation sera déposé normalement le 18 février prochain au conseil des maires, qui décidera alors des événements à venir dans ce dossier. Pour réaliser le projet concocté par la MRC et des municipalités partenaires dans d'autres MRC, il faudra cependant adopter des modifications au Plan de gestion des matières résiduelles.

Avant de procéder à ces modifications, les élus devraient cependant prendre le temps d'analyser en profondeur le projet que développent actuellement l'homme d'affaires Bernard Coulombe avec l'entreprise montréalaise Maybach, pour l'implantation d'un site de gestion et de traitement où transiteraient 825 000 tonnes de déchets.

A priori, recevoir les déchets de plusieurs villes du Québec à Asbestos peut rebuter bien des citoyens et des élus. Cependant, à l'aube d'une planification importante de la gestion des déchets de la MRC des Sources pour les prochaines décennies, refuser d'écouter, de voir des esquisses, de prendre connaissance de la technologie proposée, de connaître le contenu des études d'impact et de faisabilité, d'analyser et de débattre du projet Jeffrey–Maybach est une grande anomalie. La MRC fait fausse route en privilégiant seulement son propre projet.

Avec justesse, le maire d'Asbestos, Jean–Philippe Bachand, réclame à sa propre MRC de surseoir à la modification du PGMR et de prendre le temps d'analyser tous les projets évoqués. Comment se fait–il que la MRC semble aussi fermement décidée à suivre son plan initial? La question des délais fixés par l'État pour enfouir les déchets dans un nouveau site sécuritaire ne peut servir d'excuse à l'aveuglement actuel.

Après tout, M. Coulombe n'est pas le dernier venu à Asbestos. Il a participé au développement économique de la communauté depuis de nombreuses années et a bien failli tout perdre dans le projet de développement d'une mine souterraine sur le site de Jeffrey qui n'a finalement jamais été complété.

Or, le projet Jeffrey–Maybach verrait le jour sur des terrains de la compagnie minière et permettrait à M. Coulombe des entrées de fonds salutaires pour sauver Jeffrey à court terme et, peut–être un jour, ouvrir cette fameuse mine souterraine.

Est–ce que la valorisation des déchets et la production d'énergie proposées par le projet Jeffrey–Maybach peut devenir une solution intéressante? Il faut connaître le point de vue du ministère de l'Environnement sur la technologie proposée. Il faut en savoir plus sur ce projet. Il est inconcevable d'avoir mené une consultation publique à sens unique. On demande l'opinion de la population sans que les citoyens aient accès à un portrait d'ensemble.

La démocratie semble bien mal servie dans ce dossier. Il n'est cependant pas trop tard pour corriger le tir. Lorsque tous les élus, maires et conseillers, assisteront le 6 février prochain à une présentation privée du

projet Jeffrey−Maybach, ils devraient alors consentir à explorer davantage cette piste. Cela ne les engage en rien concernant une décision à venir.

Chose certaine, les promoteurs du projet Jeffrey−Maybach ont toute une côte à remonter et devront se lancer dans une grande entreprise de communication dans les plus brefs délais, car les discussions sont mal engagées dans la MRC.

Une piste pour Harper

Le rapport du comité Manley concernant la participation du Canada à la mission de l'ONU en Afghanistan fournit une piste de travail intéressante au premier ministre Stephen Harper. Il aura beau jeu de s'appuyer sur ce rapport et sur l'opinion publique canadienne pour proposer aux alliés de la coalition internationale et aux Canadiens une série de conditions à la poursuite de l'engagement canadien dans ce pays.

En fait, le Canada doit exiger une plus grande contribution de plusieurs autres pays de la coalition et sans doute un remplacement progressif de ses troupes dans la province très dangereuse de Kandahar. Le partage des risques doit être revu. Le retrait pur et simple des troupes en Afghanistan semble une voie insensée après tous les efforts consentis pour rétablir la paix et la démocratie.

Pas surpris, j'espère !

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2008.01.24
SECTION:	Forum
PAGE:	18
COLUMN:	A vous la parole
WORD COUNT:	169

Depuis quand ne retrouve–t–on pas dans un rapport sur un sujet cher au commanditaire ($), ce à quoi il s'attend ? Et encore bien plus si celui–ci est un gouvernement qui commande ça à un ex–politicien ! Si on pensait que John Manley écrirait autre chose, il fallait être naïf. Et pour se donner de la crédibilité, dire que le commanditaire nous ment un peu en dépeignant favorablement la situation en Afghanistan, c'est vraiment pas fort. Le citoyen sait ça depuis longtemps que ses gouvernements essaient de lui mentir à journée longue. Pas uniquement sur cet aspect des choses toutefois.

Mais c'est quand même curieux que le Canada ne dépense pas autant pour "régler" le Darfour ! Alors ? Le citoyen a vite compris, lui, qu'on sortira du caca américain en Afghanistan en se donnant encore, et peut–être toujours, des gouvernements minoritaires, peu importe la couleur. C'est–y assez clair ?

Dérick Ondin, Gatineau

Survie du régime Karzaï

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2008.01.24
SECTION:	Opinions
PAGE:	29
COLUMN:	Carrefour des lecteurs
WORD COUNT:	169

Si les pays occidentaux de l'OTAN, présents en sol afghan, sont intéressés à vérifier les intentions démocratiques du peuple afghan, ils devraient retenir la recommandation du comité Manley, lequel suggère que le président Karzaï mette des ressources humaines à la disponibilité des forces étrangères afin que celles−ci assurent la formation de la nouvelle armée afghane. Le même exercice s'aplique à la formation de la police afghane. Si le président Karzaï n'est pas en mesure de mettre à la disposition des forces de l'OTAN les hommes à être formés, on pourra douter fortement de la survie d'un régime qui n'est pas soutenu par le peuple, alors que les étrangers assument toute la facture.

Si c'était le cas, il faudrait engager des discussions diplomatiques avec toutes les forces politiques en présence, y compris les talibans. La population canadienne a un mot à dire pour la protection de nos militaires en Afghanistan.

André Mainguy

Longueuil

Plus qu'un problème de communication

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2008.01.24
SECTION: IDÉES
PAGE: a7
BYLINE: Stephen M. Saideman; Stéphane Roussel
WORD COUNT: 1141

Le rapport du Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan, parfois aussi appelé commission Manley, a dans l'ensemble été accueilli favorablement par les commentateurs. Cette réaction est certainement justifiée à bien des égards: le travail a été bien fait et la réflexion a visiblement été poussée aussi loin qu'elle pouvait l'être. Le diagnostic est lucide et on n'y décèle pas de tentative de minimiser les problèmes qui entourent la mission de l'OTAN et des Canadiens en particulier sur ce théâtre d'opération.

Le rapport aborde de front la plupart des difficultés auxquelles se heurte la mission. Il dépeint les succès enregistrés sur le front militaire mais ne nie pas la dégradation des conditions de sécurité. Il souligne les progrès en matière de gouvernance mais demeure prudent devant les immenses obstacles qui se dressent devant l'établissement d'un gouvernement afghan qui soit fonctionnel et stable (notamment le trafic de stupéfiants, la corruption et la persistance des clivages tribaux). Il décrit les efforts de reconstruction et de développement mais ne cache pas que le plus dur reste à faire. Il définit avec justesse les difficultés que posent la cohabitation et la coordination d'un si grand nombre d'intervenants: les États membres de la coalition, les ONG, les organisations internationales et, bien sûr, les Afghans eux−mêmes.

Des décennies de travail

On peut débattre des détails de ce diagnostic mais, en gros, ce constat correspond à ce qu'on peut entendre lorsqu'on discute avec ceux qui sont en première ligne. La liste des problèmes est si longue et si diversifiée qu'il est bien difficile de ne pas être dubitatif, sinon carrément sceptique et critique devant cette mission. Même les plus optimistes reconnaissent que la réalisation des objectifs politiques et économiques minimaux pour espérer voir naître une société stable et prospère doit se mesurer non en années mais en décennies.

On peut également débattre de la justesse ou de la pertinence des mesures proposées à court terme pour parer aux difficultés auxquelles se heurtent, dans l'immédiat, les militaires et les civils canadiens en mission dans la province de Kandahar. Le rapport propose notamment le renforcement des moyens militaires (hélicoptères et drones), un effort supplémentaire sur le plan du développement et l'envoi de renforts par les autres membres de la coalition. Sur ce plan aussi, le rapport fait écho à ce qu'on peut entendre sur le terrain. Certes, la réalisation de ces conditions, et en particulier l'obtention de renforts de la part des alliés, demeure aléatoire, mais elle n'est pas irréaliste.

Manque de conviction

Par contre, le document n'est pas entièrement convaincant. Il ne convertira pas ceux qui sont opposés à la mission, que ce soit pour des raisons de principes ou de pragmatisme. Et il y a fort à parier que le gouvernement non plus ne parviendra pas à convaincre, comme l'espèrent les auteurs du document, la moitié de la population (les deux tiers de celle du Québec) qui reste sceptique devant le bien−fondé de cette mission.

L'analyse des fondements de l'attitude mitigée de la population ainsi que des moyens d'y remédier constitue certainement un des aspects discutables du rapport du groupe. A ce sujet, on y lit: «Les Canadiens n'ont pas bien saisi la nature et le fondement logique de la mission du Canada [...]. Disons le sans ambages, [...] les

gouvernement canadiens n'ont pas su entretenir des communications équilibrées et franches avec la population pour exposer les raisons de la participation du Canada.»

La solution proposée est à l'avenant: «Le groupe est d'avis que ce déficit informationnel doit être comblé sans délai, au moyen d'une stratégie de communication systématique et plus équilibrée, mettant l'accent sur des échanges ouverts et constants avec les Canadiens.» Quelques problèmes

Mais s'agit–il vraiment d'un problème de «communication»? Cette guerre est la plus longue des sept auxquelles le Canada a participé depuis 1867. Si, après plus de six ans, une bonne partie des Canadiens n'ont toujours «pas compris» pourquoi leurs soldats se battent en Afghanistan, c'est probablement que le malaise est profond.

Le groupe avance quatre raisons pour justifier la participation canadienne à ces opérations: la lutte contre le terrorisme, le soutien à l'ONU, le soutien à l'OTAN et la mise en oeuvre de programmes de sécurité humaine.

La première raison est la moins convaincante dans la mesure où le sentiment d'insécurité n'est pas si répandu au Canada et où les réseaux terroristes n'ont pas absolument besoin du sanctuaire que leur offraient les talibans pour préparer leurs attentats. Les trois autres rejoignent certainement davantage les préoccupations internationales mais ne semblent pas suffisantes pour emporter la conviction.

Comment expliquer cette tiédeur devant des objectifs présentés en termes aussi nobles? Sur cette question, le diagnostic du groupe semble avoir été établi de façon pour le moins hâtive, en remâchant un cliché que se répètent les partisans de l'intervention sans trop vouloir y réfléchir.

Les sondages ne révèlent pas pourquoi l'opposition demeure aussi marquée. Outre la faiblesse de l'argument sécuritaire, bien des raisons peuvent l'expliquer. Premièrement, comme l'exprimait Bernard Descôteaux (Le Devoir, le 23 janvier 2008), le prix à payer en vies humaines (78 morts) est sans doute perçu comme trop élevé par certains. Deuxièmement, il n'y a pas de sentiment d'urgence, comme celui que faisait naître la situation au Kosovo en 1998–99 et qui entoure aujourd'hui celle au Darfour. Troisièmement, bien des gens ne peuvent s'empêcher de voir dans cette intervention un appui à la politique étrangère controversée menée par l'administration Bush.

Dimension identitaire

Cette troisième raison est la plus difficile à contrer pour un gouvernement comme celui de Stephen Harper parce qu'il n'existe que bien peu de façons de démontrer l'inverse. Dans le passé, bon nombre de dirigeants politiques ont tenté de définir des rôles internationaux qui permettent de bien marquer l'identité internationale distincte du Canada face aux États–Unis.

Or, dans le contexte de la guerre en Afghanistan, cette dimension identitaire semble difficile à établir. Un changement de cap sur ce plan exigerait bien plus qu'un nouveau plan de communication. Il nécessiterait l'ouverture d'un dialogue visant à définir une politique qui fasse écho non seulement à ce que commande la défense des «intérêts stratégiques» du pays mais aussi à la façon dont la société canadienne se perçoit et veut être perçue par le reste du monde.

Stephen M. Saideman : Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la sécurité internationale et les conflits ethniques à l'université McGill. Les auteurs reviennent d'une visite en Afghanistan effectuée en décembre 2007.

Stéphane Roussel : Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en politique étrangère et de défense canadiennes à l'UQAM

Lettres: Quelle farce ridicule !

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2008.01.24
SECTION:	ÉDITORIAL
PAGE:	a6
BYLINE:	Charles Lemieux
WORD COUNT:	256

Quel spectacle lamentable nous avons dû subir en entendant ces prétendus experts indépendants faire l'apologie de la guerre d'occupation que le Canada mène en Afghanistan pour servir les intérêts stratégiques des États−Unis. Mais faut−il s'étonner que le «rapport» Manley recommande le maintien des troupes canadiennes dans ce pays pour une durée indéterminée quand on sait que les cinq membres de ce «groupe indépendant» siègent aux conseils d'administration de plusieurs grandes entreprises canadiennes, notamment des entreprises des secteurs militaire et pétrolier?

Ils représentent les élites économiques et politiques qui ont fait la promotion d'un partenariat approfondi, y compris dans le domaine militaire, avec les États−Unis. John Manley a présidé le Task Force on the Future of North America, qui a recommandé en 2005 l'union économique des États−Unis, du Canada et du Mexique. Derek Burney a fait partie du Groupe d'action des chefs de direction sur la sécurité et la prospérité nord−américaines, etc. Les cinq membres du «groupe d'experts» (Derek Burney, Pamela Wallin, Paul Tellier, Jake Epp et John Manley lui−même) sont d'abord et avant tout des experts du partenariat stratégique avec les États−Unis. Cela suffit à les discréditer complètement, et la population québécoise n'est pas dupe. Ce «rapport» ne changera par leur position fortement majoritaire selon laquelle le Canada doit retirer immédiatement les troupes canadiennes de ce pays.

Charles Lemieux : Longueuil, le 22 janvier 2008

Lettres: Un rapport prévisible

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2008.01.24
SECTION: ÉDITORIAL
PAGE: a6
BYLINE: Jean Archambault
WORD COUNT: 299

Le rapport Manley était attendu mais les conclusions étaient connues d'avance. L'engagement militaire en Afghanistan avait été amorcé par le gouvernement libéral. A l'époque, John Manley était ministre des Affaires étrangères.

Pour contenter les Américains et se faire pardonner sa décision de ne pas intervenir militairement en Irak, le Canada a accepté, de sang−froid, d'envoyer ses soldats dans la province de Kandahar, région reconnue par tous comme la plus dangereuse de l'Afghanistan. En effet, dès 2004, Kandahar était décrite par l'ensemble des observateurs neutres comme une région chaude puisque son chef, l'imam Omar, en fuite depuis l'invasion américaine, avait réorganisé et pris la tête des forces islamistes et faisait de la prise de la ville de Kandahar un objectif à atteindre à moyen terme. Les pertes canadiennes seraient lourdes, le gouvernement libéral et les conservateurs le savaient. Cela ne vous rappelle−t−il pas un certain débarquement à Dieppe lors duquel les Canadiens français formaient le gros de la troupe? Cette opération à haut risque s'est transformée en boucherie. Tester les défenses allemandes en Normandie était une mission−suicide. On avait désigné les troupes canadiennes pour aller au casse−pipe.

Lorsqu'il s'avère que, proportionnellement, vous payez le prix du sang le double et le triple des Américains et des Britanniques, la question d'un retrait ne se pose même pas. Le Canada doit se retirer de ce pays et revenir à une politique internationale moins agressive. Le Bloc québécois et le NPD ont raison d'exiger le retrait des troupes. Des élections seraient tout à fait justifiées pour que le gouvernement conservateur abandonne l'idée d'une prolongation de cette mission de guerre.

Jean Archambault : Montréal, le 23 janvier 2008

Quelle farce ridicule!

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2008.01.24
SECTION: Forum
PAGE: A25
COLUMN: forum@lapresse.ca
WORD COUNT: 241

Quel lamentable spectacle avons−nous dû subir en entendant mardi ces supposés "experts indépendants" faire l'apologie de la guerre d'occupation que le Canada mène en Afghanistan pour servir les intérêts stratégiques des États−Unis. Faut−il s'étonner que le "rapport" recommande le maintien des troupes canadiennes dans ce pays pour une durée indéterminée quand on sait que les cinq membres de ce "groupe indépendant" siègent aux conseils d'administration de plusieurs grandes corporations canadiennes, notamment des entreprises du secteur militaire et pétrolier. Ils représentent les élites économiques et politiques qui ont fait la promotion d'un partenariat approfondi, y compris au niveau militaire, avec les États−Unis. John Manley a présidé le Task Force on the Future of North America, qui a recommandé en 2005 l'union économique des États−Unis, du Canada et du Mexique. Derek Burney a fait partie du Groupe d'action des chefs de direction sur la sécurité et la prospérité nord−américaine, etc. Les cinq membres du "groupe d'experts" − Derek Burney, Pamela Wallin, Paul Tellier, Jake Epp et John Manley lui−même − sont d'abord et avant tout des experts du partenariat stratégique avec les États−Unis. Cela suffit à les discréditer complètement et la population québécoise n'est pas dupe. Charles Lemieux

Longueuil